# Éducation. Le suicide de la directrice à Pantin accuse toute l’institution

L’HUMANITÉ vendredi, 27 septembre, 2019 [Olivier Chartrain](https://www.humanite.fr/auteurs/olivier-chartrain-651857)

La tristesse et la colère sont grandes dans la communauté éducative après le geste désespéré de Christine Renon. La directrice d’école maternelle, ne supportant plus son épuisement professionnel, a mis fin à ses jours.

Une rentrée « apaisée », « une des meilleures » qu’il ait jamais vécue, lui qui a le souci permanent du « bien-être » des personnels et des élèves… Le week-end dernier, le gouffre qui sépare les discours de Jean-Michel Blanquer de la réalité sur le terrain s’est ouvert sous les pieds de Christine Renon, et l’a engloutie. À 58 ans, la directrice de l’école maternelle Méhul, à Pantin (Seine-Saint-Denis), a mis fin à ses jours. Son corps a été retrouvé lundi matin, avant l’arrivée des enfants, dans la grande nef de cette école à l’architecture remarquable. Avec un soin glaçant, elle a pris garde de préserver élèves et collègues du choc de la découverte. Toujours plus attentionnée aux autres qu’à elle-même, comme la décrivent nombre de ceux qui l’ont côtoyée au cours de ses quelque trente ans d’activité dans la ville.

Elle a aussi rédigé et envoyé des lettres – à ses proches, ses collègues enseignants et directeurs d’école, sa hiérarchie, les syndicats – où elle se décrit « épouvantablement fatiguée, épuisée après seulement trois semaines de rentrée ». Sa mort a causé un choc dont l’onde se propage et s’élargit depuis lundi, tant dans la ville et aux alentours que dans le monde enseignant. Ses collègues directrices et directeurs d’école de Pantin appelaient d’ailleurs à un rassemblement-hommage devant l’école, hier à 18 heures. Un appel auquel se sont agrégées des organisations, dont les syndicats SNUipp-FSU et SUD éducation.

Dans la lettre qu’elle a envoyée à ses collègues, l’enseignante dresse un véritable inventaire de son activité depuis avant même la rentrée, entre professeurs non nommés, déplacés, risque de fermeture – finalement annulée – d’une classe entraînant la réorganisation de toute l’école, livraisons aléatoires de matériel, gestion complexe de plusieurs « agressions » entre élèves et des demandes des parents concernés, accumulation des tâches et des contraintes bureaucratiques, manque de matériel. « Le travail des directeurs est épuisant », écrit-elle, d’autant qu’ils sont « seuls ! Seuls pour apprécier les situations, seuls pour traiter la situation (…). Ils sont particulièrement exposés et on leur demande de plus en plus sans jamais les protéger. »

Une de ses proches collègues, elle aussi directrice d’école à Pantin, confirme. Elle nous décrit par le menu l’empilement des tâches bureaucratiques, souvent aux limites de l’absurde : le document de suivi de l’obligation scolaire, 4 à 5 pages à rédiger chaque fois qu’un élève manque plus de 4,5 demi-journées d’école, et « qui ne sert à rien », dénonce-t-elle : « Une fois j’ai signalé un enfant qui avait manqué 98 demi-journées : rien ne s’est passé. » La plateforme Onde, autrefois appelée « base élève », est quant à elle tellement sécurisée que leur hiérarchie leur demande de recopier les données qu’elle contient (inscription des élèves, classes, enseignants, situations de handicap…) afin d’y accéder… Arrêtons là : c’est une impressionnante litanie, qui donne la mesure des tâches administratives croissantes, guère valorisantes et souvent dépourvues de sens, qui accablent les directeurs. Avec en point d’orgue, cette année, un exercice « d’alerte intrusion » particulièrement lourd à mettre en place, mais fixé… la semaine des élections des parents d’élèves, que le directeur doit aussi organiser !

Notre interlocutrice – qui a tenu à conserver l’anonymat, ce qui en dit long sur le climat « d’apaisement » souligné par le ministre de l’Éducation nationale – évoque encore l’isolement, mais aussi l’absence de formation des directeurs face à la complexité des situations rencontrées : accueil et formation des jeunes enseignants, qui constituent parfois la majorité dans l’école et sont, sinon livrés à eux-mêmes au quotidien, en butte au comportement parfois violent de quelques parents, menaces physiques… « Un directeur n’est pas outillé pour répondre à ça. On gère avec ce qu’on est, notre expérience… et le secours des collègues. » Des situations d’autant plus difficiles « quand on habite parfois à quelques rues de nos agresseurs. On a la trouille, on ne dort plus, on s’abrutit dans le travail. On a tous vécu ça – Christine aussi. On n’est pas protégés du tout. » Et, ajoute-t-elle, « on recueille la détresse de tout le monde ». Mais qui recueille la leur ?

À tout cela, qui est déjà beaucoup, il semble que s’ajoute à Pantin une situation assez conflictuelle avec la mairie. À l’issue d’une « consultation » ayant mobilisé seulement 17 % des familles, la ville est l’une des rares à avoir maintenu la semaine de quatre jours et demi… contre l’avis de la plupart des équipes enseignantes, et de nombreux vœux adoptés par les conseils d’école. Depuis cette mobilisation, le comportement des cadres et des élus de la ville est décrit comme « méprisant » par notre interlocutrice : « Le personnel municipal n’en peut plus, les chefs sont odieux avec tout le monde. »

Alixe Rivière, coprésidente de la FCPE 93 (parents d’élèves) et ancienne parent d’élève de l’école Méhul, rappelle l’exigence de l’association pour « des décharges de classe à 100 % pour les directeurs » et pointe également le problème du manque de stabilité des inspecteurs à Pantin : « Ils changent chaque année, on ne peut rien construire avec ça. » Lui-même autrefois en poste à Pantin, Paul Devin, secrétaire général du SNPI-FSU (syndicat des inspecteurs), décrypte le mécanisme à l’œuvre : « Le manque de moyens, le bricolage permanent, c’est le premier facteur qui place les directeurs dans l’impossibilité de faire bien leur métier. Le deuxième facteur, c’est l’asservissement de la politique éducative aux alternances politiques », avec des injonctions qui s’empilent ou, au contraire, se contredisent, parfois d’une année sur l’autre. « Tout cela fait que les gens n’arrivent plus à percevoir le sens de leur activité. Or ce sens, il leur est nécessaire pour trouver l’énergie de faire ce métier. »

## « On n’a pas signé pour ça. Ce n’est pas ça, être enseignant ! »

Cosecrétaire générale du SNuipp en Seine-Saint-Denis, Marie-Hélène Plard témoigne du résultat de cette situation : « Toutes les semaines nous recevons des appels de collègues en grande difficulté. Parfois cela se résume à : « Je souhaite démissionner, quelle est la procédure ? »  Quand ses collègues du syndicat SUD éducation 93 dénoncent le fait que « le new management tue dans l’Éducation nationale, comme à France Télécom ou à la SNCF », elle appuie : « On n’a pas signé pour ça. Ce n’est pas ça, être enseignant ! » « New management » ? Un mélange de paternalisme et d’autoritarisme, dont on pourra trouver une triste illustration dans la gestion même du choc provoqué par le geste de Christine Renon. Une « cellule psychologique » pour les profs a été mise en place par le rectorat dans les deux écoles les plus proches. Mais qui doit en gérer l’accès ? Les directeurs… L’école Méhul, elle, a rouvert dès mardi matin : « Avec la moitié des collègues en arrêt et six remplaçants, raconte notre directrice, dont quatre contractuels qui n’avaient jamais mis les pieds dans une classe. » Et quand Alixe Rivière se demande quel dispositif a été mis en place pour les élèves, la réponse laisse pantois : « Pour eux, il y avait une simple feuille A4 dans la salle des profs, qui expliquait aux enseignants ce qu’ils devaient dire aux enfants… »

« Il faut entendre le cri d’alerte de Christine Renon, martèle Paul Devin. Ce n’est pas un geste isolé. L’ensemble des personnels crie qu’il n’en peut plus. L’institution doit prendre conscience que toute cette souffrance non traitée nuit à tout le monde et, au final, dessert l’ambition démocratique d’une école de qualité pour tous.​​​​​​​ » Une ambition que Christine incarnait au quotidien.

Olivier Chartrain

## *Une profession surexposée*

*Avec 39 cas pour 100 000, le taux de suicide est 2,4 fois plus élevé parmi les enseignants que pour la moyenne des salariés. Signe du malaise, en primaire, la proportion de démissions est passée de 1,08 à 3,18 % entre 2012 et 2016, tandis que la profession est considérée comme l’une des plus exposées aux risques psychosociaux. « Les professeurs du premier degré sont, comparés aux cadres du privé et de la fonction publique, ceux qui doivent gérer les plus fortes exigences émotionnelles et qui subissent le plus de contraintes de temps et de pression », soulignait récemment une étude ministérielle.*